

No. 37101

**France
and
Thailand**

Agreement between the Government of the French Republic and the Government of the Kingdom of Thailand concerning cooperation in the field of space technologies and their applications (with annex). Bangkok, 27 January 2000

Entry into force: *27 January 2000 by signature, in accordance with article 10*

Authentic texts: *French and Thai*

Registration with the Secretariat of the United Nations: *France, 14 December 2000*

**France
et
Thaïlande**

Accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume de Thaïlande relatif à la coopération dans le domaine des technologies spatiales et de leurs applications (avec annexe). Bangkok, 27 janvier 2000

Entrée en vigueur : *27 janvier 2000 par signature, conformément à l'article 10*

Textes authentiques : *français et thaï*

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : *France, 14 décembre 2000*

[FRENCH TEXT — TEXTE FRANÇAIS]

ACCORD ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
ET LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME DE THAÏLANDE RELATIF A
LA COOPÉRATION DANS LE DOMAINE DES TECHNOLOGIES SPA-
TIALES ET DE LEURS APPLICATIONS

Le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume de Thaïlande (ci-après dénommés « les Parties »);

Considérant que la République française mène avec succès une politique dans le domaine des technologies spatiales en matière de conception, de réalisation et d'exploitation de systèmes;

Considérant que le Royaume de Thaïlande a perçu les avantages qu'offrent les technologies spatiales et leurs applications pour favoriser son développement économique et le bien-être de sa population, ainsi que pour perfectionner ses capacités technologiques;

Conscients de l'intérêt d'une coopération internationale dans le domaine des technologies spatiales et désireux de renforcer et de développer cette coopération;

Considérant le Traité du 27 janvier 1967 sur les Principes Régissant les Activités des Etats en matière d'Exploration et d'Utilisation de l'Espace Extra-atmosphérique, y compris la Lune et les Autres Corps Célestes, et les autres traités et accords multilatéraux relatifs à l'exploration et à l'utilisation de l'espace extra-atmosphérique auxquels la République française et le Royaume de Thaïlande sont parties;

Reconnaissant les avantages mutuels qui résulteraient d'une coopération plus étroite entre les deux pays dans ce domaine;

Sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier

1. En vertu du présent Accord, les deux Parties encouragent la coopération dans le domaine des technologies spatiales et de leurs applications relatives à l'étude et à l'utilisation pacifiques de l'espace extra-atmosphérique, conformément aux lois et règlements en vigueur dans chaque pays et dans le respect du droit international.

2. L'application du présent Accord ne préjuge pas du respect des obligations qui découlent des autres accords et engagements souscrits par les Parties.

Article 2

1. La coopération dans le cadre du présent Accord est menée sur une base d'équité et de réciprocité, en tenant dûment compte des intérêts des Parties.

2. Les Parties s'engagent, dans le cadre du présent Accord, à renforcer leur coopération dans les domaines ci-après :

- les programmes scientifiques;

- les programmes d'application qui contribuent notamment à la gestion des ressources naturelles, au suivi de la croissance urbaine, au développement des infrastructures, à la gestion des zones côtières, à la protection de l'environnement ainsi qu'à la prévention et à la réduction des risques naturels;
- les satellites d'application associés aux programmes susmentionnés;
- les infrastructures au sol destinées à la réception, au traitement et à l'exploitation des données spatiales;
- la formation de spécialistes;
- tout autre domaine de nature à renforcer la coopération technique, industrielle et scientifique entre les Parties dans le domaine des technologies spatiales et de leurs applications, défini et arrêté d'un commun accord entre les Parties.

Article 3

La coopération prévue dans le cadre de l'Article 2 du présent Accord peut être mise en oeuvre sous les formes suivantes, conformément aux Articles 4, 5, 6 et 7 :

- élaboration et réalisation de projets découlant de cette coopération;
- transferts et échanges de savoir-faire;
- échanges d'informations et de données;
- échanges de personnel et participation aux travaux conjoints d'étude, de conception et de réalisation définis par les Parties;
- organisation conjointe de séminaires, de colloques et d'expositions;
- toute autre action de coopération définie d'un commun accord par les Parties.

Article 4

Afin de coordonner l'application du présent Accord, les Parties créent une Commission mixte (ci-après dénommée « la Commission »), composée à parts égales de membres des deux Parties et comprenant :

- pour la Partie française, des représentants des ministères et organismes français intéressés, dont le Centre National d'Etudes Spatiales (CNES);
- pour la Partie thaïlandaise, des représentants des ministères et organismes thaïlandais intéressés, dont le Ministère de la Science, de la Technologie et de l'Environnement (MOSTE).

Article 5

1. La Commission s'attache à développer la coopération entre les Parties et entre les organismes désignés par elles, conformément aux objectifs de coopération du présent Accord.

2. La Commission est chargée :

- d'élaborer le programme annuel de coopération;

- de fournir l'information réciproque sur les moyens et le suivi nécessaires à la mise en oeuvre dudit programme;

- d'examiner toute question résultant de l'application du présent Accord.

3. Les actions de coopération qui figurent au programme annuel élaboré par la Commission, de même que les conditions et modalités de leur réalisation, font l'objet, en tant que de besoin et conformément aux dispositions de l'Article premier, d'accords spécifiques conclus par les organismes désignés par les Parties.

4. La Commission se réunit alternativement en France et en Thaïlande, une fois par an ou selon la périodicité estimée la plus appropriée par les Parties.

Article 6

1. Les Parties s'informent mutuellement, de manière générale, de leurs programmes respectifs menés dans les domaines mentionnés au présent Accord, ainsi que de leur exécution.

2. Les informations échangées en application du présent Accord ne peuvent être divulguées à des tiers sans l'accord préalable des deux Parties.

3. Le dépôt et l'obtention de brevets sont régis, en tant que de besoin, par des dispositions particulières énoncées par les accords spécifiques mentionnés à l'Article 5.

4. Les droits de propriété intellectuelle acquis dans le cadre de la coopération prévue par le présent Accord sont attribués conformément aux dispositions de l'Annexe qui en forme partie intégrante, sauf dispositions contraires des accords spécifiques mentionnés à l'Article 5.

Article 7

Chaque Partie ou chaque organisme désigné par cette Partie prend en charge les frais de voyage et de séjour des membres de son personnel envoyés en mission en application du présent Accord, sauf dispositions contraires des accords spécifiques mentionnés à l'Article 5.

Article 8

Tout différend résultant de l'interprétation ou de l'application du présent Accord doit être réglé par voie de négociations entre les Parties ou, au cas où ces négociations n'aboutiraient pas dans un délai de six mois, par tout autre moyen de règlement des différends reconnu par le droit international et accepté par les deux Parties.

Article 9

Le présent Accord pourra être révisé ou modifié par accord écrit des Parties, après consultations préalables.

Article 10

1. Le présent Accord entre en vigueur le jour de sa signature et est conclu pour une durée de quatre ans. Six mois au moins avant sa venue à expiration, les Parties se réuniront pour en évaluer la mise en oeuvre et, le cas échéant, pour en modifier les dispositions conformément à l'Article 9.

2. Trois mois au moins avant la venue à expiration du présent Accord, les Parties pourront décider par échange de lettres de le reconduire pour une durée de deux ans.

3. Le présent Accord pourra être dénoncé moyennant un préavis de six mois notifié par l'une ou l'autre des Parties par la voie diplomatique.

4. En cas de dénonciation du présent Accord, ses dispositions continueront à s'appliquer aux programmes agréés et aux accords spécifiques conclus pendant sa période de validité dont l'exécution n'aurait pas été menée à bien, sauf dispositions contraires convenues par les Parties.

Fait à Bangkok le 27 janvier 2000, en double exemplaire, chacun en langues française et thaïe, les deux textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement de la République française :

CHRISTIAN PRETTRE

L'Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République française auprès du
Royaume de Thaïlande

Pour le Gouvernement du Royaume de Thaïlande :

ARTHIT OURAIRAT

Le Ministre de la Science, de la Technologie et de l'Environnement

ANNEXE

Propriété intellectuelle

Les Parties s'engagent à protéger de la manière la plus efficace les résultats obtenus dans le cadre de la coopération qui fait l'objet du présent Accord et des accords spécifiques mentionnés à l'Article 5.

Elles s'informent mutuellement en temps opportun de toute invention ou de tous travaux susceptibles d'être protégés et procèdent dans les délais les meilleurs aux formalités appropriées en vue de protéger la propriété intellectuelle.

1 - Domaine d'application

a) La présente Annexe s'applique à toutes les activités menées en rapport avec la coopération qui fait l'objet du présent Accord, sauf dispositions contraires expressément convenues entre les Parties ou les organismes désignés et autorisés par elles. Les travaux réalisés dans un cadre industriel ou commercial ne sont pas régis par la présente Annexe et sont définis au cas par cas.

b) Aux fins du présent Accord, l'expression "propriété intellectuelle" a le sens que lui attribue l'Article 2 de la Convention portant création de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle, conclue à Stockholm le 14 juillet 1967.

c) La présente Annexe traite de la répartition des droits entre les Parties. Chaque Partie fait en sorte que l'autre Partie, ou les organismes et sociétés désignés par les Parties et régis par l'Accord, puisse acquérir des droits de propriété intellectuelle conformément aux dispositions de la présente Annexe.

d) La présente Annexe ne modifie d'aucune manière le régime de propriété intellectuelle applicable aux Parties et par elles, lequel est régi par le droit français et thaïlandais, ni les règles internes des organismes désignés par les Parties, et ne saurait porter atteinte aux engagements internationaux conclus par les Parties.

e) Chacune des Parties reste seule titulaire de tous les droits de propriété intellectuelle acquis antérieurement à la signature du présent Accord ou résultant de recherches menées indépendamment.

f) Les différends en matière de propriété intellectuelle doivent, dans toute la mesure du possible, être réglés à l'amiable entre les Parties concernées.

g) La dénonciation ou l'expiration du présent Accord n'affecte pas les droits et obligations qui découlent de la présente Annexe, dès lors qu'ils sont antérieurs à ladite dénonciation ou expiration.

2 - Attribution des droits

A) Inventions susceptibles d'être protégées par des droits de propriété intellectuelle

1. Dans le cas de la propriété intellectuelle résultant d'une activité de recherche conjointe, les Parties ou les organismes désignés par elles s'efforcent d'élaborer conjointement un plan destiné à tirer de la technologie nouvelle des avantages financiers (ci-après dénommé "plan de valorisation"). Ce plan peut être élaboré soit avant le début de leur coopération,

soit dans un délai raisonnable à compter du moment où l'une des Parties identifie la création d'objets de propriété intellectuelle.

Ce plan de valorisation de la technologie prend en considération les contributions respectives des Parties et de leurs organismes désignés à l'activité de recherche considérée.

Une activité de recherche est qualifiée de conjointe, aux fins de l'attribution de droits de propriété intellectuelle, dès lors qu'elle est désignée comme telle dans les accords ou contrats spécifiques. L'attribution des droits de propriété intellectuelle relatifs aux activités de recherche autres que conjointes s'effectue selon les dispositions du paragraphe 3 ci-après.

2. Si ce plan de valorisation de la technologie ne peut être établi dans un délai raisonnable, il appartient à la Partie la plus diligente de procéder à la protection de la propriété intellectuelle au nom des deux Parties. Les Parties ou les organismes désignés par elles conviennent ensuite de la répartition des droits de propriété intellectuelle dans des conditions définies d'un commun accord, en prenant en compte les contributions respectives de chacune des Parties ainsi que les frais liés à la protection de la propriété intellectuelle.

3. Dans le cas de recherches autres que celles qui sont qualifiées de conjointes, les modalités d'application des droits de propriété intellectuelle sont définies par les accords ou contrats spécifiques. Le droit d'accès de l'autre Partie à ces droits de propriété intellectuelle fait l'objet d'un accord au cas par cas.

4. Lorsqu'un objet de propriété intellectuelle ne peut être protégé par la législation de l'une des Parties, la Partie dont la législation prévoit la protection de cet objet peut en assurer la protection au nom des deux Parties. Les Parties engagent aussitôt des discussions afin de déterminer la répartition des droits de propriété intellectuelle afférents à l'objet considéré.

B) Echanges de chercheurs

Les chercheurs et scientifiques d'une Partie autorisés à travailler pour le compte d'un organisme placé sous l'égide de l'autre Partie sont soumis aux règles en vigueur au sein dudit organisme en ce qui concerne les droits de propriété intellectuelle ainsi que les éventuelles primes ou redevances liées à ces droits, telles que définies par le règlement intérieur de l'organisme considéré.

C) Droits d'auteur - Publication

Les publications sont couvertes par le droit d'auteur.

Chaque Partie jouit du droit gratuit de traduction, de reproduction et de distribution d'articles de journaux et de comptes rendus scientifiques et techniques relatifs aux travaux conjoints de recherche, sous réserve du respect des mesures de confidentialité énoncées au paragraphe 2.E ci-après. Les modalités de l'exercice de ce droit sont définies par les accords ou contrats spécifiques.

Tous les exemplaires doivent mentionner le nom de l'auteur.

Les publications relatives aux recherches autres que les recherches conjointes sont régies par des dispositions particulières dans le cadre des accords spécifiques.

D) Logiciels

Lorsque des logiciels sont mis au point conjointement par les deux Parties ou cofinancés par elles, le régime applicable à ces logiciels est défini par les accords ou contrats spécifiques, y compris la répartition des redevances en cas de commercialisation.

E) Informations confidentielles

L'expression "informations confidentielles" désigne tout savoir-faire et toutes données techniques ou informations commerciales ou financières communiqués dans le cadre d'activités menées en coopération en application du présent Accord, et remplissant les conditions suivantes :

1. Ces informations sont habituellement tenues secrètes pour des raisons commerciales.
2. Elles ne sont pas connues du public ou accessibles à lui auprès d'autres sociétés.
3. Elles n'ont pas été déjà communiquées à des tiers par leur détenteur sans être soumises à une obligation de confidentialité.
4. Elles ne sont pas déjà détenues par le destinataire sans être soumises à une obligation de confidentialité.

Les informations confidentielles doivent être désignées comme telles de manière appropriée. La responsabilité de cette désignation incombe à la Partie ou aux Parties qui exigent la confidentialité des informations considérées.

Toute information confidentielle doit être protégée conformément au droit applicable sur le territoire de l'Etat dont relève chaque Partie.

Des informations confidentielles peuvent être communiquées par les Parties à leur personnel et à leurs maîtres d'oeuvre et sous-traitants, sous réserve que cela soit expressément autorisé par les accords ou contrats spécifiques.

Les informations ainsi communiquées ne peuvent être utilisées que dans la limite du champ d'application des accords ou contrats spécifiques. Les Parties s'engagent à prendre toutes dispositions nécessaires à l'égard de leur personnel et de leurs maîtres d'oeuvre et sous-traitants en vue d'assurer le respect des obligations de confidentialité définies ci-dessus.

F) Communication à des tiers

La communication à des tiers des résultats de travaux conjoints de recherche et de mise au point doit faire l'objet d'un accord écrit entre les Parties (ou entre les organismes et sociétés désignés et autorisés par elles). La diffusion des informations considérées est définie par le présent Accord.

[THAI TEXT — TEXTE THAI]

ความตกลง
ระหว่างรัฐบาลแห่งสาธารณรัฐฝรั่งเศส
กับ
รัฐบาลแห่งราชอาณาจักรไทย
เกี่ยวกับความร่วมมือ
ทางด้านเทคโนโลยีอวกาศและการประยุกต์ใช้

รัฐบาลแห่งสาธารณรัฐฝรั่งเศสและรัฐบาลแห่งราชอาณาจักรไทย (ซึ่งต่อไปนี้จะเรียกว่า “คู่ภาคี”)

โดยที่สาธารณรัฐฝรั่งเศสดำเนินนโยบายเป็นผลสำเร็จทางด้านเทคโนโลยีอวกาศ ที่เกี่ยวกับการออกแบบ การสร้าง และการใช้งานระบบ

โดยที่ราชอาณาจักรไทยได้ตระหนักถึงคุณประโยชน์ของเทคโนโลยีอวกาศ และการประยุกต์ใช้ อันจะเป็นการส่งเสริมการพัฒนาทางเศรษฐกิจของไทย ความผาสุกของประชาชนชาวไทย รวมทั้งเป็นการปรับศักยภาพทางด้านเทคโนโลยีของราชอาณาจักรไทยให้สูงขึ้น

ตระหนักถึงผลประโยชน์ของความร่วมมือระหว่างประเทศในด้านเทคโนโลยีอวกาศและปรารถนาที่จะกระชับและขยายความร่วมมือดังกล่าว

โดยที่สนธิสัญญาว่าด้วยหลักการควบคุมกิจกรรมของรัฐในการสำรวจและการใช้อวกาศชั้นนอก รวมทั้งดวงจันทร์และวัตถุอื่นบนท้องฟ้า ฉบับวันที่ 27 มกราคม ค.ศ.1967 และสนธิสัญญาและความตกลงพหุภาคีอื่น ๆ เกี่ยวกับการสำรวจและการใช้ประโยชน์จากอวกาศชั้นนอก ซึ่งสาธารณรัฐฝรั่งเศสและราชอาณาจักรไทยเป็นภาคี และ

ตระหนักถึงประโยชน์ร่วมกันที่จะเป็นผลจากความร่วมมือที่แน่นแฟ้นยิ่งขึ้นระหว่างประเทศทั้งสองในด้านดังกล่าว
ได้ตกลงกันดังต่อไปนี้

ข้อ 1

1. ภายใต้ข้อกำหนดของความตกลงฉบับนี้ ภาคีแต่ละฝ่ายจะส่งเสริมความร่วมมือในด้านเทคโนโลยีอวกาศและการประยุกต์ใช้ที่เกี่ยวข้องกับการศึกษาและการใช้ประโยชน์อวกาศชั้นนอกอย่างสันติ ตามกฎหมายและข้อบังคับที่ใช้บังคับอยู่ของแต่ละประเทศ และโดยสอดคล้องกับกฎหมายระหว่างประเทศ

2. การดำเนินการตามความตกลงฉบับนี้ จะไม่กระทบกระเทือนต่อพันธกรณีต่าง ๆ ที่เป็นผลจากความตกลงและข้อผูกพันอื่น ๆ ที่คู่ภาคีมีอยู่

ข้อ 2

1. ความร่วมมือภายใต้กรอบของความตกลงฉบับนี้ จะดำเนินไปบนพื้นฐานแห่งหลักที่ยังธรรมและต่างตอบแทนกัน โดยคำนึงถึงผลประโยชน์ของคู่ภาคี

2. ภายใต้กรอบของความตกลงฉบับนี้ คู่ภาคีรับที่จะกระชับความร่วมมือในด้านต่อไปนี้

- โครงการวิทยาศาสตร์
- โครงการประยุกต์ใช้เพื่อเกื้อหนุนต่อและมีส่วนช่วยโดยเฉพาะอย่างยิ่งในการจัดการทรัพยากรธรรมชาติ การติดตามการเจริญเติบโตของเมือง การพัฒนาโครงสร้างพื้นฐาน การจัดการเขตชายฝั่ง การอนุรักษ์สภาพแวดล้อม รวมถึงการป้องกันและบรรเทาภัยทางธรรมชาติ
- ดาวเทียมประยุกต์ใช้ที่เกี่ยวข้องกับโครงการข้างต้น
- โครงสร้างพื้นฐานภาคพื้นดิน เพื่อการรับ การดำเนินการกรรมวิธี และการใช้ประโยชน์จากข้อมูลต่าง ๆ ที่ได้จากอวกาศ
- การฝึกอบรมผู้ชำนาญการ และ
- กิจกรรมอื่นใดที่มุ่งกระชับความร่วมมือในด้านเทคนิค ด้านอุตสาหกรรม และด้านวิทยาศาสตร์ระหว่างคู่ภาคีเกี่ยวกับเทคโนโลยีอวกาศและการประยุกต์ใช้ ตามที่คู่ภาคีกำหนดและตกลงร่วมกัน

ข้อ 3

ความร่วมมือที่กำหนดไว้ในข้อ 2 แห่งความตกลงฉบับนี้ อาจดำเนินการโดยวิธีการดังต่อไปนี้ตามข้อ 4 ข้อ 5 ข้อ 6 และข้อ 7

- การกำหนดและการดำเนินการโครงการที่เป็นผลจากความร่วมมือดังกล่าว
- การถ่ายทอดและการแลกเปลี่ยนความรู้ความชำนาญ

- การแลกเปลี่ยนข้อสนเทศและข้อมูล
- การแลกเปลี่ยนบุคลากร และการเข้าร่วมในการศึกษา การออกแบบ และการสร้างร่วมกันในงานที่กำหนดโดยคู่ภาคี
- การจัดสัมมนา การจัดการประชุมทางวิชาการ และการจัดนิทรรศการต่าง ๆ ร่วมกัน
- กิจกรรมความร่วมมืออื่นใด ตามที่คู่ภาคีกำหนดร่วมกัน

ข้อ 4

เพื่อประสานงานในการดำเนินการตามความตกลงฉบับนี้ คู่ภาคีจะจัดตั้งคณะกรรมการร่วมชั้นชุดหนึ่ง (ซึ่งต่อไปนี้จะเรียกว่า “คณะกรรมการ”) โดยมีสมาชิกจำนวนเท่ากันจากภาคีทั้งสองฝ่าย ประกอบด้วย

- สำหรับฝ่ายฝรั่งเศส ประกอบด้วยผู้แทนจากกระทรวงและหน่วยงานต่าง ๆ ที่เกี่ยวข้องของฝรั่งเศส รวมถึงศูนย์วิจัยอวกาศแห่งชาติ (คนีส)
- สำหรับฝ่ายไทย ประกอบด้วยผู้แทนจากกระทรวงและหน่วยงานต่าง ๆ ที่เกี่ยวข้องของไทย รวมถึงกระทรวงวิทยาศาสตร์ เทคโนโลยี และสิ่งแวดล้อม (วว)

ข้อ 5

1. คณะกรรมการรับที่จะพัฒนาความร่วมมือระหว่างคู่ภาคีและหน่วยงานต่าง ๆ ที่ได้รับการแต่งตั้งโดยคู่ภาคีในประเทศทั้งสอง ตามวัตถุประสงค์ของความร่วมมือในความตกลงฉบับนี้

2. ภารกิจของคณะกรรมการมีดังต่อไปนี้

- การจัดเตรียมโครงการความร่วมมือประจำปี
- การแจ้งข้อสนเทศแก่กันและกันเกี่ยวกับทรัพยากรและการติดตามดูแลที่

จำเป็นสำหรับการดำเนินการตามโครงการดังกล่าว

- การตรวจสอบปัญหาใด ๆ ที่เกิดขึ้นจากการดำเนินการตามความตกลง ฉบับนี้

3. กิจกรรมความร่วมมือที่ระบุไว้ในโครงการประจำปีของคณะกรรมการ รวมถึงเงื่อนไขและวิธีการดำเนินการ ให้จัดทำเป็นข้อตกลงเฉพาะเรื่องตามความเหมาะสมและตามข้อ 1 ระหว่างหน่วยงานที่ได้รับการแต่งตั้งโดยคู่ภาคี

4. คณะกรรมการจะประชุมสลับกันในประเทศฝรั่งเศสหรือในประเทศไทย ปีละครั้ง หรือตามแต่ที่คู่ภาคีจะพิจารณาเห็นว่าเหมาะสมที่สุด

ข้อ 6

1. คู่ภาคีจะแจ้งให้แกกันและกันทราบ ในลักษณะทั่วไป ถึงโครงการที่แต่ละฝ่าย กำลังดำเนินอยู่ในสาขาที่ระบุไว้ในความตกลงฉบับนี้ รวมทั้งความคืบหน้าของการดำเนินการ
2. ข้อสนเทศที่แลกเปลี่ยนกันภายใต้ข้อกำหนดของความตกลงฉบับนี้ ไม่อาจเปิดเผยแก่บุคคลที่สามได้โดยปราศจากความเห็นชอบล่วงหน้าของภาคีทั้งสองฝ่าย
3. การขึ้นของจดทะเบียนและการได้มาซึ่งสิทธิบัตร จะกำหนดไว้ตามความเหมาะสมโดยมาตรการพิเศษที่กำหนดไว้ในข้อตกลงเฉพาะเรื่องที่กำลังกล่าวถึงในข้อ 5
4. สิทธิในทรัพย์สินทางปัญญาที่ได้มาภายใต้กรอบของความร่วมมือตามความตกลงฉบับนี้ ให้เป็นไปตามข้อบทในภาคผนวกซึ่งถือเป็นส่วนหนึ่งของความตกลง เว้นแต่ในกรณีที่มีการกำหนดไว้ในข้อตกลงเฉพาะเรื่องที่กำลังกล่าวถึงในข้อ 5 ข้างต้น

ข้อ 7

ภาคีแต่ละฝ่ายหรือหน่วยงานที่ได้รับการแต่งตั้งโดยภาคีนั้นจะรับผิดชอบค่าใช้จ่ายในการเดินทางและค่าที่พักของบุคลากรซึ่งได้รับมอบหมายให้ปฏิบัติภารกิจเพื่อดำเนินการตามความตกลงฉบับนี้ เว้นแต่ในกรณีที่มีการระบุไว้ในข้อตกลงเฉพาะเรื่องที่กำลังกล่าวถึงในข้อ 5 ข้างต้น

ข้อ 8

ข้อพิพาทใด ๆ ที่เกิดขึ้นจากการตีความหรือการใช้ความตกลงฉบับนี้ ให้ระงับโดยการเจรจาร่วมกันระหว่างคู่ภาคี หรือในกรณีที่การเจรจาไม่สัมฤทธิ์ผลภายในระยะเวลาหกเดือน ให้ระงับข้อพิพาทโดยวิธีระงับข้อพิพาทอื่นใด ซึ่งเป็นที่ยอมรับตามกฎหมายระหว่างประเทศ และเป็นที่ยอมรับจากภาคีทั้งสองฝ่าย

ข้อ 9

ความตกลงฉบับนี้อาจแก้ไขหรือเปลี่ยนแปลงได้ โดยการตกลงกันเป็นลายลักษณ์อักษรระหว่างคู่ภาคี ภายหลังจากการปรึกษาหารือกันล่วงหน้า

ข้อ 10

1. ความตกลงฉบับนี้มีผลบังคับใช้ในวันที่ลงนามและจะคงมีผลบังคับใช้เป็นระยะเวลาสี่ปี ภายในระยะเวลาอย่างน้อยหกเดือนก่อนวันสิ้นสุดอายุของความตกลง คู่ภาคีจะประชุมหารือกันเพื่อประเมินผลการดำเนินการ และในกรณีที่น่าจะเป็นให้ดำเนินการแก้ไขข้อบกพร่องตามข้อ 9

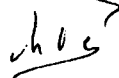
2. ภายในระยะเวลาอย่างน้อยสามเดือนก่อนวันสิ้นสุดอายุของความตกลง คู่ภาคีอาจต่ออายุความตกลงได้เป็นเวลาสองปี โดยทำเป็นหนังสือแลกเปลี่ยน

3. ความตกลงฉบับนี้อาจบอกเลิกได้ โดยภาคีฝ่ายใดฝ่ายหนึ่งมีหนังสือแจ้งล่วงหน้าหกเดือนผ่านวิถีทางการทูต

4. ในกรณีที่ความตกลงฉบับนี้สิ้นสุดลง ให้ข้อบทต่าง ๆ ของความตกลงยังคงใช้ได้กับโครงการที่ได้รับการอนุมัติ และข้อตกลงเฉพาะเรื่อง ซึ่งได้ทำขึ้นในระหว่างที่ความตกลงนี้ยังมีผลบังคับใช้อยู่ และการดำเนินการยังไม่แล้วเสร็จโดยสมบูรณ์ เว้นแต่คู่ภาคีจะตกลงกันเป็นอย่างอื่น

ทำขึ้น ณ กรุงเทพมหานคร เมื่อวันที่ 27 มกราคม 2543 เป็นต้นฉบับ 2 ฉบับ เป็นภาษาฝรั่งเศสและภาษาไทย ฉบับทั้งสองฉบับใช้เป็นหลักฐานได้เท่าเทียมกัน

สำหรับรัฐบาลแห่งสาธารณรัฐฝรั่งเศส



(คริสตียอง แพร็ร์)

เอกอัครราชทูตวิสามัญผู้มีอำนาจเต็ม

แห่งสาธารณรัฐฝรั่งเศส

ประจำราชอาณาจักรไทย

สำหรับรัฐบาลแห่งราชอาณาจักรไทย



(อาทิตย์ ุไรรัตน์)

รัฐมนตรีว่าการกระทรวงวิทยาศาสตร์

เทคโนโลยี และสิ่งแวดล้อม

ภาคผนวก
ทรัพย์สินทางปัญญา

คู่ภาคีรับที่จะคุ้มครองผลงานที่ได้จากความร่วมมือที่อยู่ในข่ายของความตกลงนี้ รวมถึงข้อตกลงเฉพาะเรื่องที่กำลังไว้ในข้อ 5 อย่างมีประสิทธิภาพเท่าที่จะเป็นไปได้

คู่ภาคีจะแจ้งให้แกกันและกันทราบภายในเวลาที่เหมาะสม ถึงการประดิษฐ์หรือผลงานใด ๆ ที่มีสิทธิได้รับการคุ้มครอง และรับที่จะดำเนินการในรูปแบบที่เหมาะสมเพื่อคุ้มครองสิทธิทรัพย์สินทางปัญญาโดยเร็วที่สุดเท่าที่จะเป็นไปได้

1. - ขอบข่ายการใช้

ก. ภาคผนวกฉบับนี้ใช้กับกิจกรรมที่มุ่งดำเนินการเกี่ยวข้องกับความร่วมมือที่อยู่ในข่ายของความตกลงฉบับนี้เว้นแต่คู่ภาคีหรือหน่วยงานที่ได้รับมอบหมายและให้อำนาจจากคู่ภาคีตกลงกัน โดยแจ้งชัดให้เป็นอย่างอื่น งานที่ดำเนินการในด้านอุตสาหกรรม หรือด้านการค้าไม่อยู่ในขอบเขตของภาคผนวกนี้ และให้กำหนดเป็นกรณี ๆ ไป

ข. เพื่อความมุ่งหมายของความตกลงนี้ คำว่า “ทรัพย์สินทางปัญญา” มีความหมายตามคำนิยามในข้อ 2 ของอนุสัญญาว่าด้วยการจัดตั้งองค์การทรัพย์สินทางปัญญาแห่งโลกลงนาม ณ กรุงสต็อกโฮล์ม เมื่อวันที่ 14 กรกฎาคม ค.ศ. 1967

ค. ภาคผนวกฉบับนี้เกี่ยวข้องกับการแบ่งสรรสิทธิระหว่างคู่ภาคี ภาคีแต่ละฝ่ายจะดำเนินการขั้นตอนที่จำเป็นเพื่อให้มีความมั่นใจว่า ภาคีอีกฝ่ายหนึ่งหรือหน่วยงานและบริษัทที่ได้รับมอบหมายจากคู่ภาคี และอยู่ในข่ายของความตกลงนี้ สามารถได้รับสิทธิในทรัพย์สินทางปัญญาตามข้อกำหนดของภาคผนวกนี้

ง. ภาคผนวกฉบับนี้ไม่ก่อให้เกิดการเปลี่ยนแปลงเงื่อนไขในทรัพย์สินทางปัญญาที่ใช้กับและที่ใช้โดยคู่ภาคี ซึ่งอยู่ภายใต้กฎหมายไทยหรือฝรั่งเศส รวมถึงระเบียบและข้อบังคับ ภายในของหน่วยงานที่ได้รับมอบหมายจากคู่ภาคี และจะไม่เป็นที่เสียหายต่อพันธกรณีระหว่างประเทศที่คู่ภาคีได้เข้าร่วม

จ. ภาคีแต่ละฝ่ายยังคงเป็นเจ้าของและผู้เดียวในสิทธิทรัพย์สินทางปัญญาที่ได้มาก่อนหน้าการลงนามความตกลงนี้ หรือที่เป็นผลมาจากงานวิจัยอิสระ

ฉ. ข้อพิพาทที่เกี่ยวกับทรัพย์สินทางปัญญา จะต้องระงับกันระหว่างคู่ภาคีที่เกี่ยวข้องอย่างฉันทามิตรเท่าที่จะเป็นไปได้

ช. การยกเลิกหรือการสิ้นสุดของความตกลงนี้ ไม่มีผลกระทบต่อสิทธิหรือข้อผูกพันที่เกิดขึ้นจากภาคผนวกนี้ ถ้าสิทธิหรือข้อผูกพันเหล่านี้เกิดขึ้นก่อนการยกเลิกหรือการ สิ้นสุดของความตกลงฉบับนี้

2.- การกำหนดสิทธิ

ก. การประดิษฐ์ที่ได้รับการคุ้มครองโดยสิทธิทรัพย์สินทางปัญญา

1. ในกรณีที่ทรัพย์สินทางปัญญาสร้างสรรค์ขึ้นจากกิจกรรมวิจัยร่วมกัน คู่ภาคีหรือหน่วยงานที่ได้รับมอบหมายจากคู่ภาคี จะใช้ความพยายามอย่างดีที่สุดในการกำหนดแผนร่วมเพื่อรับประโยชน์ทางการเงินที่ได้จากเทคโนโลยีใหม่นั้น ซึ่งต่อไปนี้จะเรียกว่าแผนแสดงคุณค่าเทคโนโลยี ไม่ว่าจะกระทำก่อนการเริ่มการประสานงาน หรือภายในกำหนดเวลาที่สมเหตุสมผลนับจากวันที่ภาคีฝ่ายหนึ่งได้ระบุแจ้งการสร้างสรรคงานที่เป็นทรัพย์สินทางปัญญา

แผนแสดงคุณค่าเทคโนโลยีจะคำนึงถึงส่วนร่วมในกิจกรรมวิจัยที่เกี่ยวข้องของคู่ภาคีแต่ละฝ่าย และหน่วยงานที่ได้รับมอบหมายจากคู่ภาคี

กิจกรรมการวิจัยจะถือว่าเป็นกิจกรรมการวิจัยร่วมเพื่อวัตถุประสงค์ในการกำหนดสิทธิในทรัพย์สินทางปัญญาได้ ต่อเมื่อกิจกรรมนั้นได้ระบุไว้ในข้อตกลงหรือในสัญญาเฉพาะเรื่อง การกำหนดสิทธิทรัพย์สินทางปัญญาที่เกี่ยวกับกิจกรรมการวิจัยที่ไม่เป็นกิจกรรมร่วมจะเป็นไปตามความในวรรคที่ 3 ข้างล่างนี้

2. ถ้าไม่สามารถจัดทำแผนแสดงคุณค่าเทคโนโลยีภายในระยะเวลาอันเหมาะสม ให้ภาคีฝ่ายที่จะปฏิบัติการได้มีพลังกว่า ดำเนินการในนามของภาคีทั้งสองเพื่อขอความคุ้มครองสิทธิในทรัพย์สินทางปัญญา ให้คู่ภาคีหรือหน่วยงานที่ได้รับมอบหมายจากคู่ภาคีตกลงแบ่งสิทธิในทรัพย์สินทางปัญญาตามเงื่อนไขที่กำหนดโดยความยินยอมร่วมกัน โดยให้พิจารณาตามส่วนร่วมของภาคีแต่ละฝ่าย รวมทั้งตามค่าใช้จ่ายที่เกิดขึ้นสืบเนื่องจากการคุ้มครองสิทธิในทรัพย์สินทางปัญญานั้น

3. ในกรณีที่เป็นการวิจัยที่ไม่ถือว่าเป็นการวิจัยร่วม ข้อกำหนดสำหรับการใช้สิทธิในทรัพย์สินทางปัญญาจะกำหนดไว้ในข้อตกลงหรือในสัญญาเฉพาะเรื่อง ภาคีอีกฝ่ายหนึ่งจะมีสิทธิในการเข้าถึงทรัพย์สินทางปัญญานี้ได้โดยการตกลงเป็นกรณี ๆ ไป

4. ในกรณีที่มิมีผลงานที่ไม่อาจได้รับการคุ้มครองสิทธิตามกฎหมายของภาคีฝ่ายหนึ่ง ภาคีฝ่ายที่มีกฎหมายกำหนดให้การคุ้มครองผลงานนั้นสามารถยื่นขอความคุ้มครองในนามของภาคีทั้งสองฝ่าย และคู่ภาคีจะปรึกษาหารือกันทันทีเพื่อตกลงในเรื่องการแบ่งปันสิทธิในทรัพย์สินทางปัญญาสำหรับผลงานนั้น

ข. การแลกเปลี่ยนนักวิจัย

นักวิจัยและนักวิทยาศาสตร์จากภาคีฝ่ายหนึ่ง ที่ได้รับอนุญาตให้ทำงานภายใต้สังกัดในหน่วยงานของภาคีอีกฝ่ายหนึ่ง จะอยู่ภายใต้ระเบียบและข้อบังคับที่ใช้บังคับอยู่ในหน่วยงานนั้น เท่าที่เกี่ยวกับเรื่องสิทธิในทรัพย์สินทางปัญญา รวมทั้งเรื่องเงินตอบแทนหรือค่าธรรมเนียม

นิยมอันเนื่องมาจากสิทธิในทรัพย์สินทางปัญญาที่อาจมี ตามที่กำหนดไว้ในระเบียบและข้อบังคับ ภายในของหน่วยงานที่เกี่ยวข้องนั้น

ค. ลิขสิทธิ์ และการเผยแพร่

งานที่ได้นำออกเผยแพร่อยู่ภายใต้การคุ้มครองของลิขสิทธิ์

ภาคีแต่ละฝ่ายมีสิทธิในการแปล การพิมพ์ซ้ำ และการเผยแพร่บทความใน สิ่งตีพิมพ์รวมถึงบทความทางวิทยาศาสตร์หรือทางวิชาการ ที่เกี่ยวข้องกับงานการวิจัยร่วมโดยจะ ต้องเป็นไปตามมาตรการเกี่ยวกับการรักษาความลับที่ปรากฏในวรรคที่ 2-จ. ข้างต้น วิธีดำเนินการ ในการใช้สิทธินี้ให้กำหนดไว้ในข้อตกลงหรือในสัญญาเฉพาะเรื่อง

งานที่เผยแพร่ทุกฉบับจะต้องมีชื่อผู้เขียนปรากฏ

การเผยแพร่ผลงานวิจัยที่ไม่ใช้งานวิจัยร่วม ให้กำหนดไว้ในข้อบทพิเศษภายใต้ ข้อตกลงเฉพาะเรื่อง

ง. ซอฟต์แวร์

ในกรณีที่เป็นซอฟต์แวร์ที่คู่ภาคีพัฒนาหรือให้เงินสนับสนุนร่วมกัน เงื่อนไขที่ใช้กับ ซอฟต์แวร์ดังกล่าวจะกำหนดไว้ในข้อตกลงหรือในสัญญาเฉพาะเรื่อง รวมทั้งการแบ่งส่วนรายได้ใน กรณีที่มีการนำออกขายในตลาด

จ. ข้อสนเทศลับ

คำว่า “ข้อสนเทศลับ” หมายถึง ข้อมูลใด ๆ ที่เป็นความรู้ความชำนาญ ข้อมูล ทางด้านเทคนิค หรือข้อสนเทศเกี่ยวกับการค้าหรือการเงินที่สื่อสารถึงกันเกี่ยวกับกิจกรรมความ ร่วมมือภายใต้ข้อกำหนดของความตกลงนี้ โดยมีเงื่อนไขดังต่อไปนี้

1. ข้อสนเทศดังกล่าวโดยประเพณีปฏิบัติเก็บเป็นความลับ เนื่องจากเหตุผลทาง การค้า

2. ข้อสนเทศดังกล่าวไม่เป็นที่ล่วงรู้หรือเข้าถึงได้โดยสาธารณชนผ่านบริษัทอื่น

3. ข้อสนเทศดังกล่าวผู้ครอบครองยังไม่ได้สื่อสารให้แก่บุคคลที่สามโดยปราศจาก ข้อผูกพันในการรักษาความลับ

4. ข้อสนเทศดังกล่าวยังไม่ได้อยู่ในความครอบครองของผู้รับปลายทางที่ระบุไว้ โดยปราศจากข้อผูกพันในการรักษาความลับ

ข้อสนเทศลับจะต้องกำหนดเป็นความลับในลักษณะที่เหมาะสม ความรับผิดชอบ ในการกำหนดนี้เป็นของภาคีฝ่ายหรือคู่ภาคีที่ประสงค์ให้ข้อสนเทศนั้น ๆ เป็นความลับ

ข้อสนเทศลับทั้งปวงจะได้รับการคุ้มครองตามกฎหมายที่ใช้อยู่ในดินแดนของรัฐ ของคู่ภาคีแต่ละฝ่าย

คู่ภาคีอาจเปิดเผยข้อสนเทศลับให้แก่พนักงานของตน รวมทั้งผู้รับเหมางานและผู้รับเหมาช่วง โดยมีเงื่อนไขว่าการเปิดเผยนี้ได้รับอนุญาตโดยแจ้งชัดในข้อตกลงหรือในสัญญาเฉพาะเรื่อง

ข้อสนเทศที่เปิดเผยดังกล่าว อาจนำไปใช้ได้เฉพาะภายในขอบเขตของการปฏิบัติตามข้อตกลงหรือสัญญาเฉพาะเรื่องเท่านั้น คู่ภาคีรับที่จะใช้มาตรการทุกประการที่จำเป็นในส่วนที่เกี่ยวกับพนักงาน ผู้รับเหมา และผู้รับเหมาช่วงของตน เพื่อประกันให้เป็นไปตามพันธกรณีในการรักษาความลับตามที่กำหนดไว้ข้างต้น

ฉ. การเปิดเผยแก่บุคคลที่สาม

การเปิดเผยผลงานวิจัยและพัฒนาาร่วมแก่บุคคลที่สามจะต้องมีการตกลงกันเป็นลายลักษณ์อักษรระหว่างคู่ภาคี (หรือระหว่างหน่วยงานและบริษัทที่ได้รับมอบหมายและให้อำนาจจากคู่ภาคี) การแจกจ่ายข้อสนเทศดังกล่าวจะกำหนดโดยความตกลงฉบับนี้

[TRANSLATION — TRADUCTION]

AGREEMENT BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC AND THE GOVERNMENT OF THE KINGDOM OF THAILAND CONCERNING COOPERATION IN THE FIELD OF SPACE TECHNOLOGIES AND THEIR APPLICATIONS

The Government of the French Republic and the Government of the Kingdom of Thailand (hereinafter called "the Parties"),

Considering that the French Republic conducts a successful policy in the field of space technologies with regard to system design, development and operation,

Considering that the Kingdom of Thailand is aware of the advantages of space technologies and their applications in promoting its economic development and the welfare of its people and in enhancing its technological capacities,

Aware of the importance of international cooperation in the field of space technologies and wishing to enhance and develop such cooperation,

Considering the Treaty of 27 January 1967 on Principles Governing the Activities of States in the Exploration and Use of Outer Space, including the Moon and Other Celestial Bodies, and other multilateral treaties and agreements relating to the exploration and use of outer space to which the French Republic and the Kingdom of Thailand are parties,

Recognizing the mutual benefits that would result from closer cooperation between the two countries in this area,

Have agreed as follows:

Article 1

1. Under this Agreement, the two Parties shall encourage cooperation in the field of space technologies and their applications relating to the peaceful study and use of outer space in accordance with the laws and regulations in force in each country and with international law.

2. The implementation of this Agreement shall not affect the fulfilment of obligations under the other agreements concluded and commitments made by the Parties.

Article 2

1. Cooperation under this Agreement shall be conducted on the basis of equity and reciprocity, taking due account of the interests of the Parties.

2. Within the framework of this Agreement, the Parties undertake to strengthen their cooperation in the following areas:

Scientific programmes;

Applications programmes contributing particularly to natural resources management, urban growth monitoring, infrastructure development, coastal area management, environmental protection and natural disaster prevention and mitigation;

Applications satellites associated with the above programmes;

Ground-based infrastructure for the reception, processing and use of space data;

Training of experts; and

Any other area likely to enhance technical, industrial and scientific cooperation between the Parties in the field of space technologies and their applications, defined and decided jointly by the Parties.

Article 3

The cooperation provided for in article 2 of this Agreement may be implemented in the following ways, in accordance with articles 4, 5, 6 and 7:

Preparation and implementation of projects resulting from this cooperation;

Skills transfer and exchange;

Information and data exchange;

Staff exchange and participation in joint study, design and implementation projects defined by the Parties;

Joint organization of seminars, symposiums and exhibitions; and

Any other cooperation activity defined jointly by the Parties.

Article 4

To coordinate the implementation of this Agreement, the Parties shall establish a joint Committee (hereinafter called "the Committee"), consisting of an equal number of members from each Party and comprising:

For the French Party, representatives of the relevant French ministries and entities, including the Centre National d'Etudes Spatiales (CNES), and

For the Thai Party, representatives of the relevant Thai ministries and entities, including the Ministry of Science, Technology and the Environment (MOSTE).

Article 5

1. The Committee shall develop cooperation between the Parties and between the entities designated by them in conformity with the cooperation objectives of this Agreement.

2. The Committee shall be responsible for:

Drawing up the annual cooperation programme;

Providing reciprocal information on the means and supervision required for the implementation of the said programme; and

Examining any issue that may arise from the application of this Agreement.

3. Cooperation activities that are part of the annual programme drawn up by the Committee and the terms and modalities of their implementation shall be governed, where necessary and pursuant to the provisions of article 1, by specific agreements concluded by the entities designated by the Parties.

4. The Committee shall meet alternately in France and Thailand once a year or as frequently as is deemed appropriate by the Parties.

Article 6

1. Each Party shall, in general, inform the other about its programmes carried out in the areas covered by this Agreement and their implementation.

2. The information exchanged under this Agreement may not be disclosed to third parties without the prior consent of both Parties.

3. Where appropriate, applications for and grants of patents shall be subject to the special provisions formulated in the specific agreements mentioned in article 5.

4. Intellectual property rights acquired within the cooperation framework provided for by this Agreement shall be secured in accordance with the provisions of the Annex, which forms an integral part hereof, unless the specific agreements mentioned in article 5 provide otherwise.

Article 7

Each Party or each organization designated by a Party shall pay the travel and living expenses of its staff members sent on mission under the present Agreement, unless the specific agreements mentioned in article 5 provide otherwise.

Article 8

Any dispute arising from the interpretation or implementation of this Agreement shall be settled by negotiations between the Parties or, if such negotiations are not successfully concluded within six months, by any other means of settlement of disputes recognized by international law and accepted by the two Parties.

Article 9

This Agreement may be revised or amended by written agreement between the Parties, after consultation.

Article 10

1. This Agreement shall take effect on the date of its signature and is concluded for a period of four years. At least six months before the date of its expiration, the Parties shall meet to evaluate its implementation and, if appropriate, amend its provisions pursuant to article 9.

2. At least three months before the date of expiration of this Agreement, the Parties may decide by an exchange of letters to extend it for a period of two years.

3. This Agreement may be denounced by either Party through the diplomatic channel upon six months' notice.

4. Should this Agreement be denounced, its provisions shall continue to apply to approved programmes and specific agreements concluded during its period of validity in cases where implementation has not been completed, unless the Parties agree on provisions stipulating otherwise.

Done at Bangkok on 27 January 2000 in duplicate in the French and Thai languages, both texts being equally authentic.

For the Government of the French Republic:

CHRISTIAN PRETTRE

Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary of the French Republic to the Kingdom of Thailand

For the Government of the Kingdom of Thailand:

ARTHIT OURAIRAT

Minister of Science, Technology and the Environment

ANNEX

Intellectual property

The Parties undertake to protect as effectively as possible the results achieved in the cooperation framework covered by this Agreement and the specific agreements mentioned in article 5. They shall inform each other in good time about any invention or work eligible for protection and shall perform promptly the appropriate formalities to protect intellectual property.

1. Scope

(a) This Annex shall apply to all cooperation activities carried out under this Agreement, unless expressly agreed otherwise between the Parties or entities designated and authorized by them. Work done in an industrial or commercial context shall not be subject to this Annex and shall be defined on a case-by-case basis.

(b) For the purposes of this Agreement, "intellectual property" shall have the meaning defined in article 2 of the Convention establishing the World Intellectual Property Organization, concluded at Stockholm on 14 July 1967.

(c) This Annex addresses the apportionment of rights between the Parties. Each Party shall ensure that the other Party, or the entities and companies designated by the Parties and subject to the Agreement, shall be entitled to acquire intellectual property rights in accordance with the provisions of this Annex.

(d) This Annex does not in any way modify the intellectual property regime applicable to and by the Parties, which is subject to French and Thai law, or the internal rules of the entities designated by the Parties, and shall not affect the international commitments made by the Parties.

(e) Each Party shall be sole owner of all intellectual property rights acquired before the signature of this Agreement or resulting from independent research.

(f) Disputes over intellectual property must, wherever possible, be settled amicably by the Parties concerned.

(g) The denunciation or expiration of this Agreement shall not affect the rights and obligations arising from this Annex, provided that they predate such denunciation or expiration.

2. Allocation of rights

(A) Inventions eligible for protection under intellectual property rights

1. With respect to intellectual property arising from joint research activity, the Parties or the entities designated by them shall endeavour to draw up a joint plan to derive financial benefits from the new technology (hereinafter called "development plan"). The plan may be drawn up either before the beginning of their cooperation or within a reasonable time frame after one of the Parties identifies the creation of items of intellectual property.

The technology development plan shall take into consideration the respective contributions of the Parties and of their designated entities to the given research activity.

A research activity shall be characterized as joint, for the purpose of allocating intellectual property rights, once it is designated as such in the specific agreements or contracts. The allocation of intellectual property rights relating to research activities other than joint research shall be effected pursuant to the provisions of paragraph 3 below.

2. If the technology development plan cannot be drawn up within a reasonable time frame, either Party may take action to protect the intellectual property on behalf of both Parties. The Parties or the entities designated by them shall subsequently agree on the apportionment of the intellectual property rights under conditions established jointly, taking into account the contributions of each Party and the expenses related to intellectual property protection.

3. In the case of research other than joint research, the procedures applying to intellectual property rights shall be established by specific agreements or contracts. The other Party's right of access to these intellectual property rights shall be agreed on a case-by-case basis.

4. If an item of intellectual property cannot be protected under the legislation of one of the Parties, the Party whose legislation provides for protection of the item may afford it protection on behalf of both Parties. The Parties shall immediately begin discussions in order to determine the apportionment of the intellectual property rights vested in the item in question.

(B) Exchanges of researchers

Researchers and scientists of one Party authorized to work for an entity under the auspices of the other Party shall be subject to the rules in force in that entity as regards intellectual property rights, including any fees or royalties relating to such rights, as laid down in the rules and regulations of the organization in question.

(C) Copyright; publication

Publications shall be protected by copyright.

Each Party shall enjoy free of charge the right to translate, reproduce and distribute newspaper articles and scientific and technical reports on joint research work, provided that the confidentiality measures stipulated in paragraph 2.E below are respected. The modalities for the exercise of this right shall be laid down in the specific agreements or contracts.

All copies shall indicate the name of the author.

Publications on research other than joint research shall be subject to special arrangements in the context of specific agreements.

(D) Software

If software programmes are developed jointly or co-financed by the two Parties, the regulations applicable to such software, including the apportionment of royalties should the software be marketed, shall be laid down in the specific agreements or contracts.

(E) Confidential information

The expression "confidential information" designates all know-how and technical data or commercial or financial information communicated within the framework of cooperation activities carried out under this Agreement and fulfilling the following criteria:

1. The information is usually kept secret on commercial grounds;

2. It is not known to the public and cannot be accessed by the public through other companies;

3. It has not yet been communicated to third parties without being placed under the confidentiality requirement;

4. It is not already held by the recipient without being placed under the confidentiality requirement.

Confidential information shall be designated as such in an appropriate manner. The Party or Parties requiring that the information in question be confidential shall be responsible for such designation.

All confidential information shall be protected in accordance with the law applicable in the territory of the State of each Party.

Confidential information may be communicated by the Parties to their staff, project managers and subcontractors, provided that the specific agreements or contracts expressly authorize them to do so.

Information thus communicated may be used only within the scope of the specific agreements or contracts. The Parties pledge to take all necessary measures with respect to their staff, project managers and subcontractors to ensure compliance with the confidentiality requirement stipulated above.

(F) Disclosure to third parties

Disclosure of the findings of joint research and development work shall be subject to written agreement between the Parties (or between the organizations and companies designated and authorized by them). The dissemination of the information in question is provided for in this Agreement.